

Communiqués et déclaration à la suite des attentats commis à Paris le 13 novembre 2015 (suite)

dimanche 15 novembre 2015, par [MPEP](#), [Alternative libertaire](#), [Associations tunisiennes en France](#), [DAF](#), [Réseau Féministe « Ruptures »](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2015).

Attentats de Paris : Contre leurs guerres, nos solidarités

Alternative libertaire

Une vague d'attentats meurtriers s'est déroulée la nuit dernière à Paris et à Saint-Denis.

L'État français mène des guerres dans plusieurs pays (Irak, Libye, Mali, Syrie...) depuis des années. Ces guerres ont aujourd'hui des répercussions sur le territoire français.

Nous sommes confronté-es à des attaques dont l'objectif est de semer la terreur et d'attiser les clivages au sein de la population. Alternative libertaire condamne ces attentats : tuer des gens au hasard dans la rue et frapper aveuglément dans le seul but de faire peur est abject.

Ces attaques sont l'œuvre d'un courant politique — le djihadisme salafiste — dont les premières victimes sont les populations civiles du Moyen-Orient et qui, au cours des derniers jours, a déjà frappé à Beyrouth. C'est ce même courant politique qui continue de mener la guerre contre les forces progressistes kurdes en Syrie.

Suite à ces attentats, nous allons assister à un déchaînement sécuritaire entretenu par des forces politiques qui surfent sur les peurs pour nous monter les uns contre les autres.

D'ores et déjà, les populations issues de l'immigration et la minorité musulmane de ce pays commencent à être visées par des déclarations politiques et sont exposées à des représailles aveugles.

Ce n'est pas un redoublement des dispositifs liberticides qui empêchera de nouveaux attentats. L'état d'urgence, c'est la suspension de nombreux droits démocratiques, la légalisation de mesures répressives de grande ampleur à l'égard de différentes couches de la population qui n'ont rien à voir avec ces attentats.

Nous refusons que le gouvernement profite de l'occasion pour interdire les mobilisations syndicales et écologistes à venir.

Tout cela ne mènera qu'à diviser et à renforcer les peurs et les haines. Tout cela ne mènera qu'à une surenchère entre attaques terroristes de plus en plus sanglantes et réponses sécuritaires de plus en plus répressives. La réponse, ce n'est ni le repli sur soi, ni la militarisation de la société.

La solution ne viendra pas de celles et ceux qui ont contribué à créer cette situation par leurs politiques militaristes, impérialistes, discriminatoires, haineuses. Ils utilisent cette situation pour imposer une société toujours plus policière et une unité nationale entre exploités et exploités,

que nous refusons et dénonçons.

La solution passe par le renforcement des solidarités, dans les quartiers et sur nos lieux de travail, et par le regroupement de toutes celles et tous ceux qui refusent tous les régimes de terreur. Ne restons pas isolé-es ! Réunissons-nous pour discuter de nos responsabilités face à la situation, en particulier en termes d'actions unitaires de toutes les forces de transformation sociale.

Alternative libertaire, le 14 novembre 2015

DAF : « Votre peine est notre peine, votre rage est notre rage »

Devrimci Anarşist Faaliyet-DAF

Un message adressé par les anarchistes de Devrimci Anarşist Faaliyet (DAF, Turquie) aux révolutionnaires de France. DAF a été la première organisation anarchiste à se porter au secours de Kobanê assiégée par Daech, en septembre 2014. Nous les remercions de leur message de soutien. (Alternative libertaire)

Le 13 novembre, plus de 127 personnes ont trouvé la mort et des dizaines d'autres ont été blessées dans plusieurs quartiers parisiens, à la suite d'attaques coordonnées de Daech à l'arme automatique et à l'explosif. Les assassins de Daech continuent de tuer, loin du Moyen-Orient et de l'Anatolie. Ce massacre montre clairement que la terreur Daech ne connaît pas de frontières.

Nous sommes profondément touchés par le massacre de Paris et partageons votre peine. Nous avons subi et continuons de subir les attaques de Daech, soutenues par l'État. De Sinjar à Kobanê, de Suruç à Ankara, nous avons perdu de nombreux camarades et amis. Nous sommes conscients que ces massacres visent à provoquer peur, méfiance et isolement. Notre douleur est grande et grandit de jour en jour. Dans ces moments nous devons être encore plus solidaires et faire face aux meurtriers qui espèrent notre repli dans la peur, la solitude et l'isolement.

Nous voyons le mouvement simultané de l'État français et d'autres États qui veulent diriger le processus. Nous savons que ces mêmes stratégies sont conduites dans notre pays sous le nom de « guerre à la terreur ». Dans cette atmosphère de paranoïa, les gens cèdent à panique souhaitée, manipulée par les rouages idéologiques de l'État. L'oppression par l'État des révolutionnaires ou la restriction des libertés publiques sont justifiées ainsi. Les États emploient ces moments exceptionnels pour leurs propres intérêts politiques, économiques et sociaux.

Nous comprenons la situation des gens qui vivent en France, nous la vivons aussi. Nous connaissons la difficulté de devoir, d'un côté, endurer la perte d'êtres chers, et de l'autre, combattre le fascisme en marche créé par l'État. Nous insistons sur le fait que malgré la difficulté, la lutte doit être menée contre la peur, l'État et le fascisme.

La peine que vous ressentez est notre peine, la rage en vous est notre rage, votre combat est notre combat !

Devrimci Anarşist Faaliyet-DAF (Action anarchiste révolutionnaire, Turquie), le 15 novembre 2015

Déclaration suite à la vague d'attentats commis à Paris le 13 novembre 2015

Réseau Féministe « Ruptures »

A ce jour, au moins 126 morts, 250 blessés dont plus de 90 dans un état grave.

Nous exprimons notre profonde indignation face à ces actes barbares. Nous assurons les familles des victimes de notre indéfectible solidarité.

L'Humanité victime de la barbarie.

Notre humanité est de nouveau attaquée. La barbarie des terroristes est aveugle, sans limite et peut encore frapper. Leur cible est devenue globale. Notre attitude doit être à la hauteur, notre réponse, notre riposte forte et digne. Nous devons rester uni-es et solidaires autour des valeurs de notre démocratie avec toutes celles et tous ceux qui les partagent et qui les défendent.

Solidarité et confiance plutôt que replis sur soi et méfiance. Ne cédon pas à la facilité de nous méfier de tout ce qui nous est étranger. Reprenons la marche des peuples libres, debout pour celles et ceux qui sont tombé-es. Saisissons les mains qui se tendent bien plus nombreuses que la main qui nous frappe. La force de notre détermination à rester uni-e-s doit étouffer les éclats de leurs actes maléfiques. La colère, la tristesse, le désarroi, la sidération doivent faire place à la détermination solidaire de garder la tête haute. Acceptons nos divergences pour nous unir massivement contre cette aveugle cruauté.

La crainte aujourd'hui après la compassion pour ces victimes innocentes est que la réaction de sidération face à ces attentats sanglants soit de s'en remettre à un besoin d'état fort, policier et dangereusement protecteur. Cela risque de nous entraîner dans une spirale infernale de renforcements sécuritaires.

Comment envisager les jours à venir ?

Il faut encore plus affirmer notre désir, notre volonté de solidarité, de paix, de fraternité, de liberté, de respect des différentes cultures, en un mot de vivre dans un monde libre et solidaire, basé sur une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

Nous ne savons pas encore ce qui sera autorisé ou interdit, mais d'ores et déjà la Préfecture de police a interdit toutes les manifestations de rues à Paris jusqu'à nouvel ordre. La question de la tenue de la COP21 ou en tout cas de ses modalités est donc posée et, pour nous, celle de nos mobilisations. Qu'en sera-t-il des manifestations féministes prévue le 21 novembre à l'occasion de la Journée internationale de lutttes contre les violences faites aux femmes, celle du 29 novembre à l'appel de la Coalition Climat et celles que nous avons prévu de tenir pendant le Village Mondial des Alternatives en décembre ?

Dans le combat restons solidaires et uni-es. Soyons vigilant-es face aux dérives des pensées et des Etats.

Paris, samedi 14 novembre 2015.

Les membres du Collège du Réseau Féministe « Ruptures »

Monique Dental, Marie-Josée Salmon, Bernard Bosc, Claudy Bouyon.

Quelques précisions juridiques : L'état d'urgence ? Qu'est-ce que cela implique ?

- Les préfets peuvent interdire sous forme de couvre-feu la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux précis et à des heures fixées par arrêté. Ils peuvent instituer « des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé », interdire de séjour « toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics ».
- Le ministre de l'intérieur peut assigner à résidence toute personne « dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre public ».
- Le ministre de l'intérieur ou les préfets peuvent « ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacle, débits de boissons et lieux de réunion » et « les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre » ainsi qu' « ordonner la remise des armes de première, quatrième et cinquième catégories ».
- Par disposition expresse, le ministre de l'intérieur et les préfets peuvent ordonner des perquisitions à domicile « de jour et de nuit », prendre « toute mesure pour assurer le contrôle de la presse et de la radio ». Les perquisitions peuvent être faites sans le contrôle d'un juge.

Appel des Tunisien(ne)s, des associations de la société civile et de l'immigration tunisienne en France

Pour un hommage aux victimes des attentats de Paris

LUNDI 16 NOVEMBRE 2015 A 18 HEURES : dépôt d'une gerbe de fleurs devant le restaurant La Belle Equipe - 92 Rue de Charonne 75011

En présence de Mr l'Ambassadeur de Tunisie à Paris, Mohamed Ali Chihi

De Paris à Tunis... Contre le Terrorisme !

Les Tunisien(ne)s, les associations de la société civile et de l'immigration tunisienne en France sont en deuil après les lâches attentats commis par les terroristes de Daesh qui ont assassinés de sang-froid 129 personnes et blessés plus de 300 dont 99 sont dans un état très grave. C'est une tragédie effroyable.

Parmi les victimes de plusieurs pays, il y a deux jeunes femmes d'origine tunisienne, Halima - mère de 2 enfants - (décédée) et sa sœur Houda Saâdi (grièvement blessée) venues célébrer l'anniversaire de leur amie. Leur frère, qui était avec elles, a échappé de justesse à la mort. Les deux victimes sont originaires de Menzel Bourguiba (dans le gouvernorat de Bizerte).

Nous exprimons notre sincère compassion et notre solidarité à toutes les personnes touchées par ce drame, aux familles des victimes et à tous leurs proches et amis-es.

Après les attentats du Bardo, de Sousse, de Beyrouth, l'assassinat du jeune de 16 ans Mabrouk Soltani à Sidi Bouzid et à moins d'un an de l'attentat contre Charlie-hebdo et l'Hyper casher, des attentats de Bruxelles et de Copenhague : le terrorisme vient à nouveau de frapper en plusieurs endroits de Paris, comme partout dans le Monde

Soyons nombreux pour un hommage aux victimes des attentats.

Rendez-vous pour un dépôt de gerbe de fleurs :

LUNDI 16 NOVEMBRE 2015 A 18 HEURES devant le restaurant La Belle Equipe, 92 Rue de Charonne 75011 - Métro Charonne

Premiers signataires :

Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie - CRLDHT

Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives - FTCCR

Association des Tunisiens en France - ATF

Association Démocratique des Tunisiens en France - ADTF

Collectif 3C

AIDDA

Collectif des Femmes Tunisiennes - CFT

Mouvement Citoyen des Tunisiens en France - MCTF

Réseau Euromaghrébin Culture et Citoyenneté - REMCC

Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens - UTIT

Dynamique Citoyenne des Tunisiens en France - DCTE

MASSACRE A PARIS : COMMUNIQUE DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI DE L'EMANCIPATION DU PEUPLE

Le 15 novembre 2015.

Le Parti de l'émancipation du peuple partage la douleur des familles et des proches des victimes du massacre commis dans la nuit du vendredi 13 novembre à Paris sur ordre de Daesh. Il leur témoigne sa solidarité et sa compassion. La condamnation des fanatiques assassins ne peut suffire, il faut les combattre efficacement et les éliminer définitivement. Deux fronts sont nécessaires pour y parvenir : celui de la mise en place d'une large coalition internationale agissant sur mandat de l'Organisation des nations unies (ONU), et le front de la justice sociale et de la démocratie.

Les puissances occidentales, et singulièrement les États-Unis d'Amérique, sont à l'origine de la création des mouvements intégristes religieux. Ce sont eux qui, en organisant la mondialisation néolibérale, ont aggravé les inégalités entre pays riches et pays pauvres, ainsi qu'entre riches et pauvres dans tous les pays. Ce sont eux qui refusent de résoudre le conflit israélo-palestinien en interdisant au peuple palestinien d'avoir son propre État. Ce sont eux qui interviennent, la plupart du temps sans mandat de l'ONU, dans des pays où non seulement ils ont été incapables de régler le moindre problème, mais où au contraire ils ont laissé le chaos : Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Yémen... Ce sont eux, en Syrie, qui soutiennent et arment la filiale locale d'Al-Qaïda, le Front Al-Nostra, pour abattre le régime en place, certes criminel, de Bachar el-Assad, ce sont eux qui entretiennent des liens privilégiés, notamment commerciaux et militaires, avec les États du Moyen-Orient qui financent les criminels fanatiques (Arabie saoudite, Qatar...) ainsi que la Turquie.

La prise de position de la Russie semble la plus prometteuse : mise en place d'une large coalition internationale, incluant des pays arabes, sous mandat de l'ONU, pour détruire les mouvements fanatiques criminels, création des conditions permettant la tenue d'élections libres en Syrie. La conférence de Vienne, commencée le 30 octobre, qui se tient à l'initiative de la Russie, rassemble 17

pays dont l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie, l'Égypte. Samedi 14 novembre se tenait la seconde réunion en présence de J.Kerry (USA) et de S.Lavrov (Russie). Il semble qu'un premier accord ait été obtenu sur les élections en Syrie pour décembre 2016 et que la discussion ait bien été engagée sur la suite à donner contre l'État islamique. Il existe à l'évidence un lien entre cette conférence et les attentats de Paris, Daesh ayant intérêt à empêcher tout accord international à propos de la Syrie. Un lien, également, est à établir avec la victoire des forces armées du gouvernement syrien à Alep, ayant l'appui de l'aviation russe, contre Daesh et Al-Nostra. Rappelons que ce dernier groupe est soutenu militairement et financièrement par l'Arabie saoudite, la Turquie, la France, les États-Unis.

Le second front doit être celui de la justice sociale et de la démocratie. C'est sur le terreau de la misère, matérielle et morale, que prolifèrent les groupes extrémistes de toute nature. Les politiques néolibérales et néocoloniales menées depuis des décennies par les pays occidentaux n'ont fait que répandre la misère sur la planète. C'est à ces politiques que les peuples doivent s'attaquer pour mettre un terme au chômage et à la précarité, au démantèlement des services publics et de la protection sociale, sans parler des atteintes graves à l'environnement. Une mention spéciale doit être accordée à l'Union européenne pour l'ensemble de son œuvre qui, aux politiques d'austérité, a ajouté l'élimination des frontières. On en voit aujourd'hui le résultat. Chaque pays doit être maître chez lui et décider, en toute souveraineté, qui a le droit d'entrer et de séjourner sur son territoire national. La France doit sortir de Schengen. Elle doit aussi sortir de l'euro et de l'Union européenne, systèmes qui nous attirent vers le fond.

L'état d'urgence décrété par le président de la République, s'il était nécessaire, ne doit pas être prorogé au-delà du délai légal de 12 jours. Il est par ailleurs parfaitement naïf et illusoire de croire que l'addition de la surveillance du territoire, même renforcée avec le plan Vigipirate rouge, qui est le niveau le plus élevé de vigilance sur le territoire national, l'état d'urgence, le contrôle des frontières, des lois « antiterroristes » - nécessaires - suffiraient à mettre le peuple français à l'abri d'attentats aveugles comme ceux de la nuit du 13 novembre. Hélas, tout indique que de tels drames vont se reproduire. On ne pourra jamais empêcher avec une certitude absolue des fanatiques munis d'explosifs de se faire sauter dans un lieu public. Dans de telles circonstances, il n'est pas rare de voir se développer des « explications » sans fondements pour tenter de comprendre la situation. C'est le cas d'une « thèse » selon laquelle ces attentats seraient le résultat d'une manipulation avant les élections régionales. C'est aussi le cas d'une autre « thèse » pour laquelle si tous les criminels fanatiques sont morts, les autorités les auraient tués pour les empêcher de parler. Nous savons désormais que ces fanatiques partent volontairement à la mort et ont actionné leur ceinture explosive. Nous dénonçons de telles élucubrations.

De nombreux dirigeants politiques, dont le Premier ministre, affirment que la France est en guerre. C'est en effet le cas dans les faits. Cependant, une déclaration de guerre relève de l'article 35 de la Constitution française qui stipule que « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement. Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote. » Il est temps que le Parlement débatte des buts et des moyens de la guerre de la France contre les groupes de criminels fanatiques qui la menacent. On comprend très bien pourquoi le gouvernement s'y refuse car il finance lui-même de tels groupes. N'est-ce pas Laurent Fabius qui faisait l'éloge de Al-Nostra pour détruire le régime syrien, selon *Le Monde* en décembre 2012 ? Mais si le clan maffieux Assad s'effondre, c'est l'État syrien lui-même et la Syrie qui s'effondrent, laissant confusion et barbarie comme en Irak et en Libye.

Il faut fermer les mosquées ayant des imams radicalisés et les expulser, interdire leur financement par des puissances étrangères. Contrairement à la politique des gouvernements de droite et de gauche de réduction des services publics, il faut donner les moyens à l'armée française, à la justice

et à la police, de protéger efficacement les citoyens, ce qui est incompatible avec le maintien de la France dans l'OTAN, l'euro et l'Union européenne. Pour autant, l'interdiction du droit de manifester et la limitation des libertés publiques sont inacceptables. Le peuple français, au contraire, a besoin de la démocratie pour s'unir, se mobiliser et faire face à l'adversité. Les élections régionales doivent se tenir aux dates prévues. La vie politique doit reprendre son cours normal.

Nous n'avons pas peur. Serrons les rangs !
